



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY
DIRECTION DES ACHATS DU GHT SUD LORRAINE












PROCÉDURE ADAPTÉE

**FOURNITURE SOUS FORME DE LOCATION AVEC MAINTENANCE
DE MACHINES DE DISTRIBUTION DE BOISSONS CHAUDES**

Cahier des Clauses Particulières

CCP 2026_010

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : FOURNITURE SOUS FORME DE LOCATION AVEC MAINTNENANCE DE MACHINES DE DISTRIBUTION DE BOISSONS CHAUDES</p>
	<p>Acheteur: CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Centre Hospitalier RAVENEL, 1115 avenue René Porterat - BP 199, 88507 MIRECOURT Cedex</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée de l'accord-cadre est de 24 mois. Le marché est reconductible. Le nombre de reconductions, ainsi que leurs conditions, sont précisés au sein du présent document.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	
	<p>Prestations similaires : Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GHT SUD LORRAINE	6
ARTICLE 2.	PRESENTATION DU CONTRAT.....	7
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	7
2.2.	LISTE DES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES.....	7
2.3.	DIVISION EN LOTS	7
2.4.	FORME DU CONTRAT	7
2.5.	DURÉE	8
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIEES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	8
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	9
3.2.	CODES CPV	9
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION	9
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	9
6.1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	9
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
6.3.	SOUS-TRAITANCE	10
6.4.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	10
PARTIE 3.	ENGAGEMENTS DES PARTIES	11
ARTICLE 7.	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	11
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE.....	11
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE	11
7.3.	MONNAIE DE COMPTE	11
7.4.	CONFORMITE DES PRESTATIONS.....	11
7.5.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	12
7.6.	CONTINUITE D'EXECUTION	12
ARTICLE 8.	OBLIGATION DU BENEFICIAIRE	12
ARTICLE 9.	OBLIGATION DE COLLABORATION.....	12
ARTICLE 10.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	13
ARTICLE 11.	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	13
11.1.	FINALITÉS.....	13
11.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	14
11.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	14
11.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	14
11.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES	14
11.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	14
ARTICLE 12.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	14
12.1.	À L'INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT	14
12.2.	À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	15
PARTIE 4.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	16
ARTICLE 13.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	16
13.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	16
13.2.	DETERMINATION DES PRIX.....	16
13.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	16
13.4.	VARIATION DES PRIX	16
13.5.	REMISES SUPPLEMENTAIRES ET OFFRES PROMOTIONNELLES.....	16
ARTICLE 14.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	17
14.1.	FACTURATION.....	17
14.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	18

14.2.1.	RÈGLEMENT	18
14.2.2.	AUTRES MODALITES DE RÈGLEMENT	18
14.3.	CESSION DE CREANCE.....	18
14.4.	DELAI DE PAIEMENT.....	18
ARTICLE 15.	AVANCE	19
ARTICLE 16.	RETENUE DE GARANTIE	19
PARTIE 5.	MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	20
ARTICLE 17.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	20
ARTICLE 18.	PASSATION DES COMMANDES	20
18.1.	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	20
ARTICLE 19.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
ARTICLE 20.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	21
20.1.	RESPONSABILITÉ	21
20.2.	ASSURANCES	22
ARTICLE 21.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	22
21.1.	AJOUT D'ETABLISSEMENTS.....	22
21.2.	CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	22
PARTIE 6.	VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE	23
21.3.	VERIFICATIONS APPROFONDIES	23
21.4.	DECISION DE L'ETABLISSEMENT.....	23
21.5.	EVALUTATION DES FOURNISSEURS.....	23
ARTICLE 22.	GARANTIE	23
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	24
ARTICLE 23.	PÉNALITÉS ET PRIMES	24
23.1.	PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON.....	24
23.2.	PENALITES D'INDISPONIBILITE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	24
ARTICLE 24.	CAS DE RÉSILIATION	24
ARTICLE 25.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	25
ARTICLE 26.	DIFFERENTS ET LITIGES	25
26.1.	MÉDIATEUR INTERNE	25
26.2.	TRIBUNAL COMPETENT	26
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG	27
PARTIE 9.	CLAUSES TECHNIQUES.....	28
ARTICLE 27.	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES	28
ARTICLE 28.	INSTALLATION ET MISE EN SERVICE	29
ARTICLE 29.	FORMATION DU PERSONNEL	29
ARTICLE 30.	ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉQUIPEMENT EN COURS DE MARCHÉ	29
ARTICLE 31.	MAINTENANCE	30

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

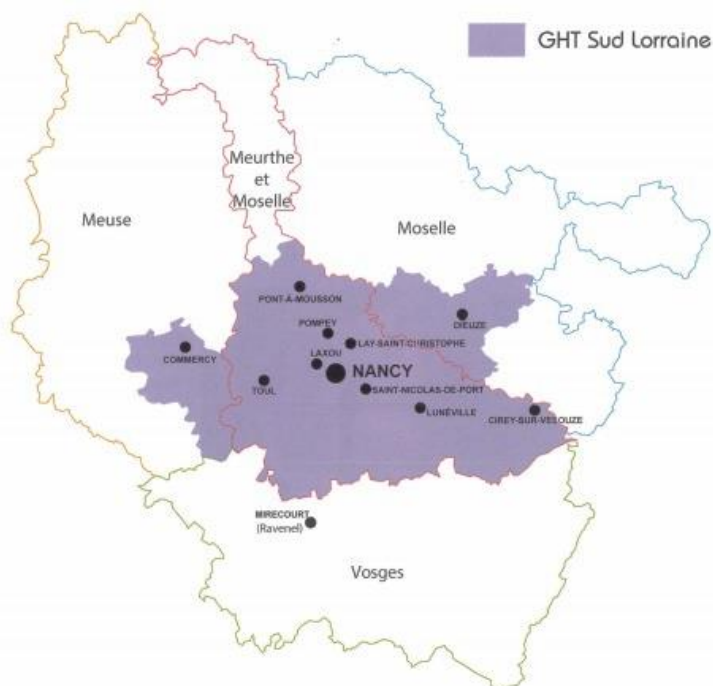
PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
 - le CH de Lunéville
 - le CH de Saint-Nicolas-de-Port
 - le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

ARTICLE 2. PRESENTATION DU CONTRAT

2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché public a pour objet la fourniture sous forme de location avec maintenance de machines de distribution de boissons chaudes pour l'établissement membre du GHT Sud Lorraine suivant :

▮ Établissement public en santé mentale de RAVENEL à Mirecourt

Il s'agit d'un lot unique se décomposant en 2 sous lots :

▮ Sous lot 1 : Machine de distribution de boissons chaudes automatique

▮ Sous lot 2 : Machine de distribution de boissons chaudes type Percolateur

2.2. LISTE DES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Les établissements bénéficiaires du présent accord-cadre sont :

Centre Hospitalier RAVENEL

2.3. DIVISION EN LOTS

Les fournitures objets du marché présentent un caractère homogène et indissociable.

2.4. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

Montant minimum de commande sur la durée du marché	Sans
---	------

Montant maximum de commande sur la durée du marché	100.000,00 €
---	---------------------

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

2.5. DURÉE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 1 juin 2026 ou le jour de la notification au(x) titulaire(x) si celle-ci intervient postérieurement au 1 juin 2026.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 31 mai 2028.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la date de début prévue si la notification d'attribution est antérieure à cette date.

Délai de livraison :

Le délai de livraison sera fixé au sein de chaque bon de commande.

Caractéristiques du délai de livraison :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, la durée du marché ne commence pas à sa notification.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend une reconduction. La durée de chaque période de reconduction est de 24 mois.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIEES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

3.1.NCHFS : NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES

35.081	<i>Machine à usage de Restauration</i>
--------	--

3.2.CODES CPV

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 39310000-8 - Équipement de restauration

Code(s) CPV secondaire(s) :

ARTICLE 4. PROCEDURE DE PASSATION

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- L'offre technique du titulaire

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES

6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant légal de la personne publique " Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

6.3. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

6.4. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

ARTICLE 7. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le Titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un Bénéficiaire.

7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier au Bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du Titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7.3. MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7.4. CONFORMITE DES PRESTATIONS

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCP.

7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

7.6. CONTINUITE D'EXECUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquate.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

ARTICLE 8. OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le Bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le Bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du Titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le Bénéficiaire garantit l'exclusivité au Titulaire.

ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION

Le bénéficiaire et le titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du bénéficiaire ou du titulaire, des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le GHT Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les établissements bénéficiaires du marché, tels qu'identifiés dans le présent CCAP, s'engagent à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel des établissements bénéficiaires dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

11.1. FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

11.6. CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

ARTICLE 12. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

12.1. À L'INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

Toutes les prestations proposées devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Elles devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution du marché pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur.

12.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause du marché.

- Evolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution du marché : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre du marché initial.

- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution du marché et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée : Le titulaire pourra proposer de fournir ces nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre du marché initial. En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée du marché : Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'établissement de résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

PARTIE 4. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

13.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires mentionnés dans l'offre.

13.2. DETERMINATION DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

13.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

13.4. VARIATION DES PRIX

Le présent marché est conclu à prix ferme. S'agissant d'un marché de fournitures courants, les prix du marché ne font pas l'objet d'une actualisation.

Prix ferme : Les prix de référence de l'accord-cadre ainsi établis sont fermes pour la première période du marché.

Ils seront ensuite révisables, à la date de reconduction de l'accord-cadre, sur proposition écrite et motivée du titulaire.

A cet effet, le titulaire devra transmettre sa nouvelle proposition de prix dûment justifiée, par courrier recommandé à la Direction des Achats du CHRU de Nancy 3 mois avant l'échéance. La révision fera alors l'objet d'une validation par le représentant de l'établissement, dans un délai d'un mois maximum.

Une proposition entraînant une augmentation du prix supérieure à 2% peut être un motif de non reconduction du marché public. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision par courrier recommandé avant la fin de la période en cours.

A noter que le silence de la société, au-delà de cette date, sera assimilé à une proposition de maintien des prix de référence en vigueur pour cette nouvelle période d'exécution.

13.5. REMISES SUPPLEMENTAIRES ET OFFRES PROMOTIONNELLES

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ ou pourcentage et/ ou en gratuités qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique ou fax, la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le pouvoir adjudicateur. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par l'établissement durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieure à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

À l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre sont à nouveau applicables de plein droit.

ARTICLE 14. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

14.1. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

14.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

14.2.1. RÈGLEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement. Les comptables assignataires chargés des paiements des établissements, sont les trésoriers des établissements bénéficiaires précisés sur l'acte d'engagement ou, le cas échéant, par voie d'avenant.

14.2.2. AUTRES MODALITES DE RÈGLEMENT

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

14.3. CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

14.4. DELAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 16. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 17. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations :

La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
 - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
 - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 18. PASSATION DES COMMANDES

18.1. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécutera au moyen de bons de commande, au fur et à mesure des besoins, émis par l'établissement bénéficiaire. Le délai de livraison/exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture/prestation
- Les quantités commandées
- Le ou les lieux et la date de livraison/exécution
- Les prix unitaires H.T fixés au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Les montants HT et TTC de la commande

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Les bons de commande émis jusqu'à l'expiration de la période de validité de l'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

ARTICLE 19. EXECUTION DES PRESTATIONS

Livraison :

Les fournitures sont livrées par le titulaire à l'adresse de livraison figurant sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement adhérent du groupement de commandes.

Le cas échéant, une livraison qui ne pourrait être assurée à la date prévue, ne pourra être réalisée sans l'accord préalable du site destinataire.

En cas de refus d'un produit lors de sa livraison, pour nature ou qualité non conforme aux caractéristiques demandées, le fournisseur, après refus signifié par l'établissement, s'engage au remplacement, gratuitement, par un produit répondant aux conditions exigées.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Le personnel du titulaire préposé aux manipulations et au transport des marchandises doit observer les règles de propreté les plus strictes. Une tenue vestimentaire propre est exigée pour le livreur.

Les fournitures seront accompagnées d'un bon de livraison indiquant notamment :

- L'identification du titulaire,
- La référence de la commande,
- La date d'expédition,
- La désignation précise de la fourniture livrée et sa référence,
- Les quantités livrées,
- Leur répartition par colis, conditionnements et sous – conditionnements,
- Le n° du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Un bon de livraison sera établi par appareil, en mentionnant l'adresse, date et heure d'installation et le numéro de série de l'appareil.

L'original du bon de livraison est remis à l'établissement.

Les colis devront être convenablement étiquetés.

Les adresses de livraison sont consultables dans l'annexe DCE_CCPAnx3_AdressesLivraisons.

Les livraisons présentées en dehors des heures d'ouvertures précisées sur les bons de commandes seront considérées comme non réceptionnées.

ARTICLE 20. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

20.1. RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy, ou à des tiers.

20.2. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 21. CLAUSE DE REEXAMEN

21.1. AJOUT D'ETABLISSEMENTS

Les autres établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Sud Lorraine pourront, le cas échéant, être intégrés au présent accord-cadre au cours de son exécution, par voie d'avenant :

- Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Centre Psychothérapique de Nancy
- Centre Hospitalier 3H SANTE
- Centre Hospitalier Saint Charles de Commercy
- Centre Hospitalier de Saint-Nicolas de Port
- Centre Hospitalier Saint Jacques de Dieuze
- Centre Hospitalier de Lunéville
- Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Centre Hospitalier de Pompey - Lay-Saint-Christophe
- Centre Hospitalier Saint Charles de Toul

21.2. CIRCONSTANCES IMPREVUES

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

PARTIE 6. VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE

21.3. VERIFICATIONS APPROFONDIES

Ces opérations de vérification qualitative sont effectuées suite à la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre et de la commande.

Le délai imparti à l'établissement pour y procéder et notifier sa décision est de 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

21.4. DECISION DE L'ETABLISSEMENT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission (sous réserve des vices cachés), de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations sont prises, dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, par le représentant de l'établissement ou une personne qu'il aura désignée à cet effet.

21.5. EVALUTATION DES FOURNISSEURS

Tous les ans, une évaluation de la performance des fournisseurs/prestataires sera effectuée par l'acheteur. En cas d'évaluation non satisfaisante, le fournisseur s'engage à mettre en place un plan d'action d'amélioration.

ARTICLE 22. GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission.

Les équipements loués devront faire l'objet d'une garantie minimale de 2 ans pièces, main d'œuvre et déplacement.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 23. PENALITES ET PRIMES

23.1. PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 100 euros.

23.2. PENALITES D'INDISPONIBILITE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Concernant les pénalités pour indisponibilité, l'établissement impose un délai maximum de 48 heures, au-delà, les stipulations de l'article 14.2 du CCAG-FCS s'appliquent

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités appliquées au titulaire est plafonné à 7% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 24. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Le marché public pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché (ou le lot concerné) sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 40 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché (ou du lot concerné), l'établissement pourra s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Résiliation pour faute du titulaire :

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, l'établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 25. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Dans l'attente de la nouvelle livraison, l'établissement a toujours le droit, afin d'assurer la marche normale du service, de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

ARTICLE 26. DIFFERENTS ET LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

26.1. MÉDIATEUR INTERNE

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : mediateur@chru-nancy.fr.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

26.2. TRIBUNAL COMPETENT

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

PARTIE 9. CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 27. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

1-Location et maintenance de 11 distributeurs de boissons chaudes

Les distributeurs de boissons seront posés sur des plans de travail dans les offices des unités de soins. Ils serviront à la préparation de boissons chaudes pour le petit déjeuner et le goûter de patients ou résidents.

Le titulaire mettra à disposition de chaque service pour toute la durée du marché :

- un jeu de bacs par an (1 grand et 1 petit)
- Un kit supplémentaire « bol mixer + doseur »

Les distributeurs devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- Dimensions maximales : L 300mm – P 500mm – H 800 mm
- Alimentation : 220 V 16 A
- Productivité / heure : environ 40 litres
- Raccordement au réseau d'eau
- Appareil ne nécessitant pas d'évacuation d'eau
- Capacité chauffe-eau : environ 8 litres
- 3 bacs de produits modulables
- Doit permettre le remplissage de pichets d'une contenance de 1 à 2 litres ou de bols
- Compatible avec les produits alimentaires de l'établissement Cf. annexes FT des produits
- Temps initial de mise en température : 10 à 15 min maximum
- Programme de détartrage et de rinçage
- Double production simultanée

Des filtres à eau accompagneront chaque machine.

Les machines doivent répondre aux normes de sécurité alimentaire, sans bisphénol, sans phtalates. Le titulaire joindra les attestations à son offre ainsi que les Fiches Techniques des produits proposés.

2-Location et maintenance d'une machine type percolateur

Le percolateur sera installé dans un espace rencontre. Il sera accompagné d'un filtre à eau. Il devra être compatible avec le café utilisé par l'établissement. Cf. annexes FT des produits.

Il devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Dimensions :
Profondeur maximum : 500 mm
Hauteur maximum : 565 mm
Largeur maximum : 990 mm
- Chaudière :
Capacité : 20 litres minimum
Remplissage : automatique

-Nombre de groupe : 3

-Filtres : 1 modèle 1 tasse
1 modèle 2 tasses

-Alimentation prise 16 A

La Fiche technique de la machine sera jointe à l'offre.

3-Qualité des appareils et mise en œuvre

Les prescriptions de mise en œuvre et de qualité des appareils livrés seront conformes aux normes et règles en vigueur à la date de l'installation.

4-Démonstrations

Postérieurement à la date de remise des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une démonstration sur le site à laquelle seront invités les candidats ayant déposé une offre.

ARTICLE 28. INSTALLATION ET MISE EN SERVICE

Toutes les prestations nécessaires à la mise à disposition du matériel en état de marche satisfaisante seront à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire du marché :

- la livraison, le colisage, la mise en place des équipements,
- les réglages et la mise en ordre de marche,
- l'assistance technique,
- la fourniture et la pose de tous supports et accessoires de fixation des équipements ou l'adaptation des supports existants,
- le nettoyage du chantier après son intervention.

Le propriétaire des appareils peut être soit le professionnel, soit une société de crédit-bail ou de location. Le professionnel apposera une plaque de propriété sur chaque appareil. En l'absence de cette plaque, les équipements ne pourront être réceptionnés. L'établissement est simplement le gardien du matériel qui lui est confié.

ARTICLE 29. FORMATION DU PERSONNEL

Le propriétaire des appareils devra s'engager à dispenser une formation d'utilisation et d'entretien courant aux personnels désignés qui auront en charge la gestion de ces appareils.

Le titulaire indiquera dans son offre, le protocole d'entretien et de nettoyage à effectuer pour l'ensemble des machines.

ARTICLE 30. EVOLUTION DU NOMBRE D'EQUIPEMENT EN COURS DE MARCHÉ

Le titulaire s'engage à adapter le nombre d'équipements mis à disposition afin de pallier toute réorganisation éventuelle de l'établissement en cours de marché, dans le respect des modalités définies au présent CCP.

Pour ce faire, le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement toute machine supplémentaire aux mêmes conditions techniques et financières que pour l'ensemble du lot concerné.

De même, à la demande de l'établissement, le titulaire s'engage à retirer la machine dont la mise à disposition n'est plus justifiée.

L'ajustement du nombre d'équipement sera, sur la base de la grille tarifaire, de plus ou moins 2 machines.

Le titulaire est avisé, par l'établissement de l'ajustement du nombre d'équipements par préavis, 1 mois avant la prise d'effet de celui-ci.

Le candidat précisera dans son mémoire technique ses références sur le département des Vosges (88).

ARTICLE 31. MAINTENANCE

De par leur nature, les prestations du marché nécessitent de la maintenance.

Dans son offre, le candidat remettra une note explicative et détaillée relative à la maintenance dans laquelle il précisera le périmètre des maintenances et le calendrier des interventions lui incombant et celles restant sous la responsabilité de l'établissement.

Il y adjointra le listing détaillé des pièces de rechange incluses dans son offre ainsi que la liste référencée des pièces détachées les plus couramment remplacées avec les prix en vigueur au départ du contrat pour les 2 premières années d'exécution.

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance pendant la durée du marché.

1-Personnel d'intervention

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire sont seules autorisées à assurer la maintenance des équipements, objet du marché.

Le personnel de la société chargé des opérations de maintenance se présente, dès son arrivée dans l'établissement, à un responsable du service utilisateur ; il doit pouvoir justifier de son appartenance à l'entreprise titulaire du marché et porter un badge.

2-Interventions

Les demandes d'intervention seront signifiées au prestataire par appel téléphonique.

Le délai d'intervention cible est de maximum 24 heures suivant l'appel téléphonique. Dans son offre, le candidat s'engagera sur un délai maximum.

Le candidat mentionnera dans son offre l'adresse de l'agence des intervenants techniques.

Pour le sous lot n°1, l'établissement impose une mise à disposition permanente, à titre gratuit d'une machine supplémentaire équivalente à celle proposée dans l'offre du candidat, en cas de panne dans un des services équipés.

Le titulaire fournira également un « jeu » de bacs produits d'avance qui sera stocké au magasin.